

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Un nouveau rapport met en lumière l'état de l'industrie des combustibles fossiles dans l'Est du Canada – une région négligée dans les débats sur les politiques énergétiques

[HALIFAX/ Kijipuktuk, 6 juin 2023]: Bien que l'Est du Canada soit fortement investi dans la production pétrolière et gazière, cette région est souvent omise des discussions sur la politique énergétique, qui s'axe surtout sur les provinces de l'Ouest. Un nouveau rapport fait l'état des lieux de la vaste infrastructure existante et proposée pour l'exploration, l'extraction, le transport, le raffinage, la distribution et la consommation des hydrocarbures dans les quatre provinces de l'Atlantique et au Québec.

Les autrices et auteurs soulignent que :

- Terre-Neuve-et-Labrador est la troisième province productrice de pétrole au Canada et a l'ambition de doubler sa production pétrolière d'ici 2030, alors même que les citoyen-ne-s plaident pour une transition juste.
- Le Nouveau-Brunswick abrite la plus grande raffinerie au Canada, et deux des quatre plus grandes raffineries du pays se situent à Montréal et à Québec.
- La production d'électricité en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick dépend largement du charbon.
- De nouveaux projets qui « verrouilleraient » davantage l'augmentation des émissions de carbone continuent d'être planifiés — depuis 2010, 19 nouveaux projets d'extraction d'hydrocarbures ont été proposés dans les cinq provinces de l'Est. On y compte notamment la plateforme de forage en haute-mer Bay du Nord (en voie de développement), des projets de gaz de schiste au Québec, au Nouveau-Brunswick et à l'Î.-P.-É. (maintenant interdits par la législation ou suspendus par des moratoires), l'oléoduc Énergie Est (annulé), et une usine de liquéfaction de gaz et un terminal d'exportation à Goldboro, en Nouvelle-Écosse, entre autres.

Malgré l'urgence de la transition, affirment les auteurs et autrices, les provinces de l'Est sont encore très dépendantes des infrastructures fossiles existantes pour la production d'électricité, le chauffage et le transport, ainsi que pour l'emploi et les revenus gouvernementaux. Cependant, la plupart des bénéfices générés par le secteur est acheminée en dehors de la région, puisque la grande majorité des actionnaires sont basés dans les centres financiers de l'industrie des hydrocarbures comme à Calgary ou au Texas et dans les centres financiers mondiaux en Amérique du Nord, en Europe et en Asie.

Christine Saulnier, directrice de CCPA-NE commente : "C'est terrifiant de voir la destruction que causent ces feux de forêt. Je suis de tout cœur avec ceux qui ont perdu leur demeure et ont été déplacés. Ces incendies, avec l'ouragan Fiona, nous rappellent l'urgence de répondre à la crise climatique et le besoin qu'ont les gouvernements de mieux se préparer à atténuer et à réagir à ses effets. Ce rapport souligne à quel point il est important de renforcer la solidarité pour contester tout

nouvel enracinement des infrastructures de combustibles fossiles, et pour réaliser une vision d'un avenir énergétique différent."

« Le gouvernement du Nouveau-Brunswick a régulièrement nié la réalité de l'urgence climatique en faisant avancer des nouveaux projets de gaz de schiste malgré l'absence d'acceptabilité sociale, et en traînant les pieds dans la mise en œuvre de son plan d'action climatique, qui d'ailleurs n'exige que des réductions d'émissions minimales de 3 mégatonnes d'ici 2030 », dit Jean Philippe Sapinski, co-auteur du rapport et professeur d'études de l'environnement à l'Université de Moncton.

« Malgré l'obstructionnisme gouvernemental, la plupart des projets d'extraction d'hydrocarbures ont été bloqués jusqu'à présent, grâce à une forte coordination entre groupes autochtones, francophones et anglophones. »

« Terre-Neuve-et-Labrador est une importante province productrice de pétrole qui est vulnérable à la baisse de la demande mondiale », déclare Angela Carter, co-autrice du rapport et professeure au département de sciences politiques à l'université de Waterloo. « Alors que le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador appuie fortement l'expansion pétrolière en haute-mer — contrairement à son objectif de carboneutralité — on voit une prise de conscience croissante à travers la province des risques économiques et climatiques liés au pétrole, et du besoin de leadership de la part du gouvernement afin de garantir une transition hors de la dépendance au pétrole qui soit équitable pour les travailleurs et travailleuses ainsi que pour leurs communautés. »

Le rapport examine également les luttes récentes et actuelles des communautés autochtones et des groupes écocitoyens qui s'opposent aux nouveaux projets d'extraction et plaident pour une transition juste pour se défaire de la dépendance aux hydrocarbures.

« En Nouvelle-Écosse, les mouvements écocitoyens ont réussi à repousser les grands projets d'hydrocarbures, mais le pipeline de nouveaux projets continue d'affluer », déclare Emily Eaton, co-autrice et professeure de géographie et d'études de l'environnement à l'université de Regina. « De nouveaux projets, incluant des terminaux GNL, des projets d'hydrogène ou le remplacement du charbon par le gaz, se font passer pour "verts" mais continuent de poser un danger pour le climat. On doit développer de nouvelles stratégies pour s'y opposer. »

« Au Québec, les mouvements écocitoyens ont repoussé trois vagues de projets d'infrastructures d'hydrocarbures », ajoute Éric Pineault, co-auteur du rapport et professeur de sociologie à l'Université du Québec à Montréal. « Au fur et à mesure qu'ils avançaient d'une lutte à l'autre, l'accent est passé de la simple opposition vers la lutte pour une transition énergétique juste basée sur le principe de suffisance. Ce processus a abouti au Front commun pour la transition énergétique, qui rassemble des groupes citoyens, des syndicats, des ONG environnementales et des groupes communautaires. Cette coalition multisectorielle a défait le projet de GNL à Saguenay, a contribué à l'impulsion qui a conduit le Québec à adopter une loi pour garder le pétrole dans le sol, et appelle maintenant à un débat public sur l'avenir

énergétique du Québec. Une leçon à retenir : les luttes offensives pour un avenir énergétique différent sont importantes. »

Pour plus d'informations ou pour organiser une entrevue avec l'un-e des co-auteurs ou co-auteuses, veuillez contacter Lauren Matheson au 902-579-9555 (cellulaire) ou à lmatheson@policyalternatives.ca.

Le rapport est disponible sur le site Web du CCPA-NS en anglais et en français.

Version française: <https://policyalternatives.ca/Extractivismefossile>

Version anglaise: : <https://policyalternatives.ca/fossilfuellockin>

Le Centre canadien de politiques alternatives (CCPA) est un institut de recherche indépendant et non-partisan qui se concentre sur les enjeux de justice sociale, économique et environnementale.